

Une histoire des CREPSC

Bernard Collot

Texte écrit à la demande de quelques jeunes profs qui poursuivent une aventure dont ils voudraient connaître le passé.

Paradoxalement, il est difficile de narrer une histoire quand on y a été intensément impliqué dans son origine, dans toutes ses péripéties, dans tout son déroulement. C'est beaucoup plus qu'être un témoin. Quand est-ce le « nous » ? Quand est-ce le « je » ? Quand l'égo devient-il démesuré ? Comment distinguer l'objectif du subjectif ? L'histoire peut apparaître alors comme une autobiographie et elle l'est un peu.

L'histoire de cette aventure pourra être perçue différemment suivant le parcours préalable de ceux qui y sont rentrés, du moment où ils y sont rentrés, des raisons qui les y ont poussés, de la façon dont ils l'ont vécue, du rôle qu'ils y ont joué. Elle est complexe et faite de tout cela.

Le lecteur devra donc la lire avec ce recul, pardonner l'excès des « je », la considérer comme seulement une des pierres de ce qui s'y est construit.

Une dernière remarque avant de commencer, à propos de l'investissement. Je me suis effectivement investi dans cette aventure d'une façon que je considère avec du recul comme anormalement démesurée. Il est facile de dire que c'était « pour changer le monde », tout le monde aime bien être perçu de cette façon. Or, je sais depuis quelque temps déjà que tout investissement (donc le mien) a des raisons qui n'ont rien à voir avec le dévouement, l'abnégation. Il a ses racines dans le vécu (bien vécu, mal vécu) de l'enfance, de la famille, de l'école, des relations de couple ou sociales, du besoin d'être, d'être reconnu, aimé etc. Bref l'investissement comme le non investissement relèvent beaucoup de la psychanalyse et ne méritent ni l'admiration pour l'un, ni l'opprobre pour l'autre. Il serait beaucoup plus sain que l'investissement soit considéré sous cet angle, ce qui éviterait aussi de transformer ceux qui s'y adonnent de façon plus anormale en saints ou gourous. Personne ne doit rien à personne ou tout le monde doit à tout le monde.

Après ce préambule, je peux attaquer cette histoire plus librement en remontant à partir de ma propre racine... sans en révéler les sources psychanalytiques !

Le début lointain, hors de l'ICEM

1960. J'obtiens un poste dans le Beaujolais, classe de CE à fin d'études. Je n'ai aucune idée pédagogique ou politique ni même d'envies. Le hasard fait passer un collègue freinetistes dans ma classe. J'entrevois des possibilités pour me dépatouiller du multi-âge. Je mets mon pied dans le mouvement Freinet. Parallèlement et pour des raisons financières d'abord (!) je passe de moniteur à directeur de colonie de vacances et surtout je découvre les CEMEA¹ et les FRANCAS. Et j'ai déjà deux mômes. Et puis il y a, attaché implicitement au poste, la

¹ Chez les CEMEA je rencontrais des personnes exceptionnelles dont en particulier Jean PAVIER qui aurait mérité que sa pensée, ses actions, sortent du cercle fermé des CEMEA, au même titre que Freinet et d'autres célèbres.

cantine, les œuvres laïques, l'USEP, le sou des écoles, le basket, la lutte contre l'école confessionnelle, etc.

Le Beaujolais a son importance. Chaque région a une culture, une histoire des pratiques de vie... Là c'était la culture du vin qui occasionnait de multiples rencontres, les équipes de basket dans beaucoup de villages, la lutte laïque forcenée et historique, la débrouille pour alimenter les caisses avec les fêtes des écoles, des unions cantonales et les concours de belote, les traditionnelles et monumentales fêtes des classes (origine : la conscription sous Napoléon !), les déplacements à effectuer qui deviennent naturels, etc. Les occasions de se rencontrer, de se croiser, de se repérer étaient multiples. Il n'est pas étonnant que des régions comme l'Ardèche, la Bretagne, le Jura et l'Ain, les Pyrénées... aient été ou sont devenues des lieux plus riches que d'autres en militants des pédagogies différentes créant des réseaux personnels naturels de solidarité.

C'est dans la multiplicité de ces rencontres et de ces repérages que se réalisaient dans le Beaujolais la transformation des cantines en restaurants d'enfants, les premières rencontres USEP pendant le temps scolaire et autogérées par les enfants, ... **et un premier réseau d'écoles rurales utilisant le journal scolaire à parution rapide comme média interactif**². Je commençais à entrevoir l'intérêt comme les conséquences de la communication informelle, non prévue. L'idée de structures était en latence.

C'est là que j'ai appris à travailler avec la diversité des personnes. Ce qu'on n'appelait pas encore réseau était constitué de collègues traditionnels, issus des CEMEA, freinétistes (un seul) des sans options pédagogiques... Et c'est là que j'ai saisi la richesse de la diversité quand la tolérance est totale. Il suffisait de se repérer entre celles et ceux qui se sentaient des aspirations semblables. Il est vrai que, sans être des ivrognes, les tassées de beaujolais contribuaient beaucoup à la tolérance !

C'est là aussi que j'ai compris que la pédagogie et l'action de l'école dépassaient largement le strict cadre de l'école, celle-ci étant incluse dans un écosystème. Les cantines par exemple transformées en restaurants d'enfants et placées généralement hors des attributions de l'école avaient une forte influence sur elle, comme le basket impossible sans les parents, la façon de concevoir une fête avec un village, etc. Je comprenais que tout était lié.

1970, les circuits de corres naturelle (dans l'ICEM)

Passons à 1970, les circuits de correspondance naturelle dans le mouvement Freinet (j'en ai parlé dans « la fabuleuse aventure de la communication »). Cette fois c'était entre freinétistes. En dehors des bouleversements pédagogiques que cela induisait chez ceux qui s'y laissaient aller, en dehors du fait que chaque circuit était constitué de classes allant de la maternelle au collège, ces circuits (au moins un d'entre eux) ont intensifié très fortement la communication horizontale des enseignants. Dans le circuit que j'avais coordonné, toutes les semaines était envoyée aux vingt autres classes une gerbe réalisée avec ce que voulaient communiquer les enfants, une gerbe avec ce que communiquaient les adultes avec toutes les interactions que cela provoquait pour les uns et pour les autres.

Mais cela était très perturbant par rapport à ce qui faisait dans la pédagogie Freinet classique... et Freinet n'était plus là pour valider ou cautionner ce qui était pour nous une avancée. Au bout de deux ou trois ans, les circuits périclitèrent et disparurent faute de combattants ; crainte d'aller trop loin et d'être submergés pour certains, structures classiques

² Voir dans « La fabuleuse aventure de la communication »

éclatant trop brutalement, sensation de se marginaliser, réduction de la corrélation naturelle à un en-cas,... et ignorance, peut-être prudente, du mouvement. Dans un des circuits au moins nous avons peut-être été trop loin ou trop vite.

Relance hors l'ICEM

1975, arrivée à Moussac. En tenant compte de l'expérience acquise dans le circuit de corrélation naturelle où le bouchon avait été poussé très loin, je relançais à partir de Moussac un circuit, plus de proximité dans le département cette fois, selon le principe expérimenté dans le Beaujolais : nous avons commencé à deux, puis incorporé peu à peu ceux que l'on sentait intéressés par cette aventure et ses principes, et ils faisaient de même avec d'autres. Au bout d'un an nous nous sommes retrouvés une quinzaine, puis cela s'est étendu hors du département, jusqu'à la Réunion. Le média, c'était encore le journal scolaire à parution rapide. J'étais dans le groupe le seul faisant partie du mouvement Freinet. Les pastis faisaient aussi partie des ingrédients liant !

Cette fois, l'activité induite est montée progressivement en puissance et les réadaptations de chaque classe et de chaque enseignant s'effectuaient peu à peu, d'années en années, aux rythmes et aux possibilités de chacun. La notion de progressivité dans les transformations prenait corps. Une remarque : comme dans le Beaujolais, tous les enseignants qui s'impliquaient étaient dans de petites écoles, le plus souvent directeur quand il y avait 2 ou 3 classes.

1983. Le département de la Vienne est le premier à faire un « plan informatique » pour les écoles. Immédiatement tous les enseignants du réseau sont volontaires et leurs écoles s'équipent des TO7, imprimantes et magnétoscopes proposés. Un des TO7 de l'équipement comportait une émulation minitel. Nous en avions réellement besoin, les moyens de communication que nous avions étaient saturés et n'abondaient plus (imprimerie, limographe, journal, courrier). C'est un militant et détaché de l'OCCE, Alain Caupène, qui cherchait désespérément des classes pour faire des expériences télématiques, qui est tombé sur Moussac, tuyauté par Alex Lafosse de l'ICEM. Un premier essai mémorable est fait en direct entre lui, Moussac et un CM parisien. Encore par l'intermédiaire d'Alex Lafosse qui me communiqua l'adresse d'une BAL (boîte aux lettres électronique) mise à disposition pour essai à l'ICEM sur le site expérimental que Georges Chappaz, un universitaire membre des Cahiers Pédagogiques, avait mis au point, nous la piratons (mais elle n'était pas utilisée) et engageons les premiers échanges télématiques en nous servons de l'espace de travail commun annexé à la messagerie.

C'était ce que nous cherchions. Le Conseil Général de la Vienne (Monory et le Futuroscope !) avait créé l'un des premiers serveurs départementaux. Directement avec un des chefs de cabinet de Monory, je négociais l'usage gratuit du serveur pour les classes du réseau. Cerise sur le gâteau, ce personnage mettait à notre disposition les deux personnes chargées du fonctionnement et de l'évolution du serveur. Par la suite, il y eut un contrat tacite entre le CG et nous (sans que l'académie soit au courant !) pour renouveler et compléter le matériel informatique de nos écoles au fur et à mesure des évolutions technologiques.

1983-1984 : l'aventure de la communication électronique démarrait d'emblée à un degré intensif, elle n'était que dans le prolongement de ce qui se faisait déjà. Nous constituions une association, ASCOMEL (association pour la communication à l'école) qui nous a pas mal

servi dans nos rapports directs avec le CG ou face à un inspecteur par exemple qui ennuyait un copain du réseau. Par la suite, elle est devenue le « réseau Vienne-Gartempe »

C'est dans cette effervescence provoquée par les TNC que nous nous rencontrons Frédéric GAUTREAU et moi. La « famille » de Frédéric, c'étaient les CEMEA dont il était le président de la région Poitou-Charentes. Avec sa classe unique de la Puye, il rentrait immédiatement dans le jeu et fut par la suite un des tout premiers piliers des crepsc.

Retour dans l'ICEM

Parallèlement, une minuscule poignée de l'ICEM avec Roger BEAUMONT (un autre futur pilier des crepsc) s'acoquinait avec le CNRS de l'Isle d'Abeau et constituait un autre réseau sur leur serveur, TRAFIC.

Très vite le réseau de la Vienne se joignit avec ceux de TRAFIC auquel il apporta son expérience de la communication interactive et sa dynamique datant de longtemps.

D'un autre côté, Bernard MONTHUERT, détaché à la ville de Châtelleraut, montait lui aussi un serveur télématique dédié aux écoles : ACTI.

1984-1985, tout le monde se retrouvait sur ACTI, c'est-à-dire dans le giron de l'ICEM (ce qui n'avait pas été évident au cours d'une rencontre mémorable à l'INRP et j'ai été un de ceux avec Roger pour faire pencher la balance du côté de la fusion sur un seul serveur).

Je ne reviendrai pas sur l'étonnante et perturbante aventure du réseau pendant une dizaine d'années contée aussi dans « la fabuleuse aventure de la communication ». Elle perturbait les structures classiques de la PF. Le fait est, qu'à l'époque, elle ne concernait qu'une petite frange du mouvement, y a eu peu d'impact sur ses conceptions et a été plus ou moins marginalisée ou très peu prise en compte par l'institution ICEM et ses congrès. Il n'y avait plus Freinet pour cautionner.

Et pourtant nous nous remuons ! Alex Lafosse avait organisé quatre universités d'été en s'acoquinant avec Sud-ouest, puis Ouest-France, puis Le Télégramme de Brest où venaient des universitaires comme stagiaires. Nous intervenions, seuls ou avec nos mêmes, dans des tas d'événements³, colloques... Nous écrivions beaucoup en particulier dans la feuille de chou mensuelle qu'Alex réalisait... dans sa cuisine. Nous avons même réalisé, avec les mêmes de Moussac comme metteurs en scène et acteurs, une vidéo qui devait être diffusée par l'Université de Rennes en direction des formateurs européens par l'intermédiaire d'un satellite, Olympus,... qui n'a jamais fonctionné. Mais nous en avons quand même fait un bouquin aux presses universitaires de Rennes. Christian DERRIEN faisait une thèse remarquable et remarquée sur les écoles en réseau dans le mouvement Freinet.

C'est dans ce réseau et ces années que des rencontres avec de futurs crepsc ont commencé à se faire.

³ Un des premiers événements a été média-jeunesse de Niort organisé par la CAMIF où Alex Lafosse avait réussi à faire venir trois classes dont Moussac. Les enfants y firent sensation en y faisant carrément classe là-bas. Une chargée de communication d'Alcatel proposa alors à Alex de doter quelques classes d'un fax (6 000 F à l'époque !), machine qui avait du mal à décoller en France, à condition que nous venions l'année suivante présenter tout ce que nous avions pu faire avec. Redoutable négociateur, Alex exigea qu'il y en ait 60 pour équiper une partie du réseau télématique ! Nous nous emparâmes immédiatement de cet outil qui eut beaucoup d'importance dans nos pratiques. L'année suivante, nous fîmes à nouveau sensation à média-jeunesse.

L'éradication des CU (plan Mauger), création de l'ADPER (Association pour la défense et la promotion de l'école rurale)

1989. J'apprends par le minitel et d'un copain de classe unique du réseau, Jean-Paul GAY⁴, l'existence du plan Mauger engageant l'éradication des classes uniques, relatée par le Journal des Maires. Nous étions archaïques ! C'est ce qui a fait sortir les loups des bois !

Nous créâmes immédiatement avec les copains copines de la Vienne la première association de défense et de promotion de l'école rurale dans laquelle s'incluaient un maire et quelques parents.

Il faut noter l'importance des trois outils dont nous nous étions emparés depuis quelque temps, l'informatique (télématique, imprimantes), photocopieuses (souvent celles des mairies) et fax (dont une soixantaine d'écoles du réseau venaient d'être dotées par Alcatel suite à nos interventions avec quelques classes au salon média-jeunesse de Niort).

C'est toujours le hasard des événements qui provoque les relations improbables. Je ne sais plus par quel chemin je suis informé qu'une rencontre doit se tenir dans la Creuse entre quelques personnes dont les écoles sont concernées par le plan Mauger. Nous nous y rendons de très bonne heure un matin de Novembre, Marie-Christine LOUBERT⁵ et moi. Nous débarquons dans la brume et les bois à Vallières. Nous y retrouvons un petit groupe de gens que rien n'aurait dû se faire rencontrer, venant des Hautes Alpes, du sud du massif central, de je ne sais plus où, ayant voyagé toute la nuit : des militants du parti des travailleurs, une directrice d'école militante de FO, un moutonnier, quelques parents d'élèves, quelques instits, ... Les raisons qui poussaient les uns et les autres à s'élever contre l'éradication des petites écoles étaient quelque peu troubles pour certains. C'était le cas pour ceux du PT et de FO qui voyaient surtout une bonne occasion d'enquiquiner Jospin, alors ministre de l'EN (on ne les a d'ailleurs plus revus par la suite). Mais il se trouvait que nous étions les seuls représentants d'une association constituée pour la défense des petites écoles et du coup nous y avons eu un peu de poids.

Au retour, sentant qu'il ne fallait pas en rester là et après quelques coups de téléphone, je lançais l'organisation du premier colloque sur l'école rurale. Avec l'ordinateur et l'imprimante de l'école, le fax, la photocopieuse de la mairie, l'utilisation éhontée d'une franchise postale à laquelle nous n'avions pas vraiment droit, j'étais chaque semaine une feuille, puis un recto-verso, puis un quatre page, expédiés à ceux qui étaient à Vallières, à d'autres que je connaissais, à d'autres que les copains connaissaient, chacun les répercutant à son tour.

En même temps, je rédigeais une « contre-analyse du rapport Mauger »⁶, transmise à tous et répercutée par chacun, qui a servi de première base argumentaire commune. Mauger me répondait vaguement mais refusait une rencontre.

En trois mois un colloque était monté, « école rurale » et avait lieu au VIGEANT pas loin de Moussac. Instits, parents, élus, habitants de toute part. Sur place c'était l'ACEPP (association

⁴ Sa classe unique du Gollet était située à St-Gervais, au pied du Mont Blanc qui surplombait la cour de récré.

⁵ Marie-Christine Loubert était un personnage étonnant, amatrice d'opéra et de tauromachie, ne se déplaçant jamais sans sa gamelle de soupe et un réchaud dans son coffre. Nous l'avons perdu de vue.

⁶ <http://b.collot.pagesperso-orange.fr/b.collot/mauger.htm>

des collectifs enfants, parents professionnels – crèches parentales)⁷ qui nous donnait un coup de main, l'AFPA qui nous laissait ses locaux et mettait à notre disposition un ancien casernement militaire pour l'hébergement. Les 4 et 5 avril 1990, 120 personnes de 30 départements se retrouvaient au Vigeant.

Personne n'avait jamais organisé un colloque et moi-même n'y avais jamais mis les pieds. J'avais organisé le contenu de cette façon : pas de contenu ! Des groupes d'une vingtaine de personnes, chacun dans une salle. Dans chacune des salles un copain du réseau chargé de se débrouiller avec son public comme il le faisait dans les réunions de sa classe ! Jean-Michel Calvi, Frédéric Gautreau, Michel Barrios, Philippe Bertrand, Christian Derrien, Roger Beaumont, Christian Drevet⁸... et je tentais de coordonner le tout. Personne n'ayant jamais vu ça, tout le monde était enthousiasmé. Les actes du colloque ont été réalisés en une quinzaine de jours qui ont suivi avec ceux sur place qui avaient participé au colloque, et envoyés à tous pour leur servir de nouvel d'argumentaire.

C'est à cette occasion que nous avons vu débarquer Marie-Chantal D'Affroux, Sylvette Brivet, Christine Charles, et d'autres que nous ne connaissions pas et qui sont devenues elles aussi des piliers des CREPSC. C'est aussi là que nous rencontrons Pierre Rémi, un énarque délégué général de la puissante association des élus de montagne, qui cherchait lui des arguments pour convaincre les maires des communes dont il était impossible de transporter les enfants au chef-lieu, de garder leur classe unique.

La fédération nationale de l'école rurale

Profitant de la dynamique créée, la date était prise pour créer une fédération nationale de l'école rurale, et c'est à l'Aubépin, chez Jean-Michel Calvi, qu'en juin quelques-uns se retrouvaient.

Là, c'était plus compliqué et il a fallu faire preuve de stratégie. Nous n'avons pas pris la présidence qui nous était offerte pour désigner plutôt un politique qui avait plus l'habitude des couloirs du ministère. Cela a été Jean Milesi, un prof traditionnel de l'Aveyron, politiquement du centre, qui avait des ambitions de notable. Nous avons cru malin de porter le délégué de l'association des élus de montagne (grosse pointure, puissant lobby) comme trésorier en pensant qu'on allait profiter des moyens de son association (nous avons eu tort !) et glissé Jean-Michel Calvi comme secrétaire.

Au début tout allait bien, nous étions le fer de lance de cette fédé et la stratégie de défendre les petites écoles hétérogènes comme celles du XXIème siècle était encore acceptée. D'où :

Crozon : les classes uniques ne sont pas archaïques, elles sont l'école du XXIème siècle

1993. Colloque de Crozon, « Ecole rurale, école nouvelle ». En lutte, il faut toujours trouver des événements pour marquer l'opinion. Je proposais ce titre, et suivant le principe « qui

⁷ Vous voyez apparaître au cours de cette narration toutes les organisations qui ont été liées à l'aventure des CREPSC. Pour ce qui concerne l'ACEPP, celle-ci nous a toujours soutenu ou fait appel dans quelques-unes de ses propres manifestations.

⁸ Dans des journées d'études de l'ICEM à Andernos, j'avais fait un atelier sur le problème de la suppression des classes uniques. Je n'y eus qu'un seul client, Christian Drevet !

propose fait si tout le monde est d'accord » je me lançais, avec Jean-Michel Calvi d'abord qui démissionna de son poste de secrétaire en cours de route, insupporté à juste titre par les ambitions et les comportements assez exécrables d'un de ceux qui était à Vallières dans la Creuse. N'oublions pas qu'il y avait de tout dans la FNDPER. Mais il y avait aussi Jacqueline MEROUR, une mère de famille bretonne dont les mômes avaient même quitté l'école et dont je n'ai jamais vraiment su comment elle s'était retrouvée avec nous et passionnée par ce que nous faisons. Il n'empêche que c'est elle, avec une autre mère de Crozon, qui s'est débrouillée pour l'hébergement dans un centre de vacances face aux rochers de l'Atlantique, les salles de ciné et des fêtes, tous les repas, la logistique... pour 150 F (20€ !!!) par personnes pour les trois jours et même quatre pour ceux qui voulaient ! Elle n'a jamais voulu me dire comment elle s'y était prise et avait pu boucler le budget.

De mon côté il fallait cette fois que je trouve des personnalités marquantes puisqu'il s'agissait avant tout de marquer l'opinion. Lectures, minitel, fax, téléphone arabe (pardon rural !), diplomatie, caresse dans le sens du poil... Et gratuitement on a fait venir Hubert MONTAGNER (début avec lui d'une relation qui n'a pas cessée), Philippe MEIRIEU (il avait lâché malencontreusement dans un de ses discours une phrase qui faisait bien : « les classes uniques sont peut-être l'école future »... il ne l'a jamais redite ensuite ! Mais on lui a fichu la paix dans sa conférence tant qu'il ne l'a pas eu prononcée !), Eric DEBARBIEUX (qui était devenu prof d'université), Michel AUTHIER (envoyé par Michel SERRES qui m'avait écrit que nous ne perdions rien au change, et effectivement c'est là qu'a débuté le projet ACNE, arbres de connaissances pour une autre école), Pierre Jackès ELIAS, l'ami Paul LE BOHEC, et François OEUVRARD qui venait de réaliser ses travaux sur les résultats des classes uniques au ministère.

L'organisation détaillée du colloque avait été effectuée (improvisée) la veille en soirée avec tous ceux déjà arrivés, une soixantaine de personnes de tous horizons (ateliers, organisation des débats)

500 personnes venant de plus de cinquante départements.

Le but a été effectivement atteint quand quelques jours plus tard Françoise OEUVRARD me téléphonait pour me dire qu'on parlait beaucoup de Crozon dans les couloirs du ministère et que les classes uniques allaient probablement être incluse dans le moratoire sur la suppression des services publics en milieu rural. Ce qui a été fait par Bayrou... mais n'a duré que jusqu'à Ségolène Royal qui l'a supprimé.

Un premier clash

Mais du coup la fédération devenait un enjeu aussi bien interne que politique. L'assemblée générale suivante est fixée par le bureau (Jean-Michel n'y était plus) un samedi matin à Gap, sous l'égide du député RPR du coin... Patrick OLLIER (mari de Michèle Alliot-Marie !) dont on savait que le délégué des élus de montagne (un professionnel issu de l'ENA) risquait de porter à la présidence. Impossible pour la plupart d'entre nous de nous y rendre à temps. Michel BARON se charge de s'y rendre pour dire qu'en termes de procédure il est vraiment incorrect que la plupart des fondateurs soient empêchés de participer à cette AG de par sa date et son lieu et il demande en notre nom (celui des fondateurs) que l'élection du CA soit reportée à une autre AG à Paris, lieu central. Comme cela ne semble qu'une formalité, c'est accepté. Mais un mois plus tard, cette fois tout le monde est rameuté, et, surprise, nous opposons une nouvelle liste et les politiques et ambitieux sont éjectés. Ils créeront d'ailleurs

une autre association, « école et territoires »⁹ où il n’y a plus de ces instits qui ennuient tout le monde avec leur école nouvelle. Toujours dans un souci stratégique, nous (la bande de l’ADPER qui deviendra les CREPSC) portions à la présidence Yves JEAN, maire d’une commune voisine de Moussac, universitaire et politique¹⁰ et Michel BARON, un peu moins marqué que nous dans les classes uniques, comme secrétaire.

L’ADPER devient les CREPSC

Au sortir de Crozon et suite à cet épisode, nous sentions bien que nous ne devons plus être confondus avec une fédération dont l’adhésion du début avec l’idée d’école nouvelle n’était que stratégique et qui rechignait de plus en plus pour le mettre en avant.

D’autre part, pendant toute cette période, nous avons squatté la messagerie icem d’EDUCAZUR¹¹ pour diffuser l’info, organiser, et il s’en était aussi suivi des échanges avec beaucoup d’instits différents sur les pratiques en classes uniques et multi-âge. Dans Educazur, il y avait donc des enseignants, des personnes qui n’étaient pas Freinet. Mais c’était clandestin. Nous côtoyions beaucoup de collègues d’un peu partout dans cette lutte et avec lesquels nous avions de ce fait un objet commun. Nous ne nous serions autrement jamais rencontrés, écoutés.

Pour défendre les classes uniques et d’autres pratiques, il fallait aussi décortiquer ces pratiques, voir sur quoi elles pouvaient s’étayer. Une entraide en même temps qu’une recherche collective.

L’organisation du départ, l’association de défense et de promotion de l’école rurale, était transformée en Centres de Recherches des Petites Structures et de la Communication (voir [l’extrait de l’école de la simplicité sur les CREPSC](#)). Nous nous séparions de la FNER tout en continuant d’y contribuer, mais avec notre spécificité. Par rapport à l’ICEM nous étions dans d’autres objectifs. Les CREPSC devenaient une entité autonome.

Je rédigeais des statuts simples, en une page, d’une organisation complètement horizontale sans postes de pouvoirs attribués. Avec la même volonté d’empêcher les prises de pouvoirs, ceux concoctés par Rui d’ESPINAY pour l’Institut des communautés éducatives portugaises comportaient une cinquantaine de pages ! Les CREPSC devenaient une entité juridique, déterminaient leurs objectifs, leur mode de fonctionnement basés sur les échanges (j’y reviendrai plus loin).

⁹ « Ecole et territoire » a cependant œuvré et continue de le faire à sa façon pour défendre le maintien des petites écoles.

¹⁰ Nous nous connaissions très bien Yves Jean et moi. Je savais que l’école rurale était pour lui un créneau politique et universitaire permettant de réaliser ses ambitions (Prof de géographie des territoires, il se fit reconnaître partout et en particulier au Canada comme l’expert de l’école rurale, finit par devenir président de l’Université de Poitiers). Il savait que je savais. Nous lui apportions les éléments dont il avait besoin (c’est moi qui écrivais les propositions dont il se servait), en contrepartie il nous apportait sa connaissance et sa science des méandres des couloirs ministériels. C’était une alliance objective (quoique par la suite il n’ait pas toujours renvoyé l’ascenseur !).

¹¹ Dans la succession des serveurs sur lesquels nous nous installions, il y a eu CG86 de la Vienne, TRAFIC du CNRS, ACTI de Châtelleraut, EDUCAZUR du rectorat de Nice.

La revue « Ecole rurale, école nouvelle », les brochures

Le colloque de Crozon avait permis de récupérer les coordonnées de pas loin de 500 personnes inscrites. Pour sa préparation comme pour celui du Vigeant j'avais envoyé régulièrement un quatre pages par la franchise postale aux instits(es) partie prenante qui répercutaient à leur tour. L'idée venait alors de faire une vraie revue puisqu'on avait un vivier d'abonnés potentiels.

Celui qui dit fait ! La rédaction à Moussac. Le maquettage à Persac (à côté) par René BOUZIER, le photocopiage un peu partout (photocopieuses des mairies, des écoles du centre AFPA... avec leur papier), agrafage, mise sous enveloppes à Persac avec les copains copines de la Vienne et le pastis, expédition à Moussac en utilisant encore au maximum la franchise postale et en petits paquets pour ne pas effrayer la poste.

Premiers numéros (tous dans les cinquante ou soixante pages), premiers abonnés, premiers sous.

Mais suppression de la franchise postale pour tous les services publics. Il fallait essayer d'obtenir le routage, c'est-à-dire les tarifs préférentiels accordés à la presse pour les envois en nombre. Mais pour cela il fallait entre autres que la revue ne soit ni une revue syndicaliste, ni une revue interne, autrement dit qu'elle n'apparaisse pas comme une revue d'amateurs ! On a trouvé un vieil imprimeur. Mais le coût de la réalisation par lui des « prêts à cliquer » pour l'offset était exorbitant. Nous avons donc acheté avec notre petit pécule une petite imprimante laser (elles commençaient à devenir grand public), et nous réalisions nous-mêmes ces prêts à cliquer sur des transparents, et l'imprimeur nous faisait des prix cassés (après discussion sur le pourquoi et le comment nous faisons cela). Et j'ai réussi à obtenir le routage (faux budget, fausse déclaration du nombre d'abonnés, etc.) avec la complicité du postier de Persac qui lui-même trichait sur ses bordereaux d'envois (il avait ses enfants dans l'école de René) !

Lorsque je suis parti de Moussac pour la Nièvre, cela devenait plus compliqué. J'ai trouvé un autre copain à Poitiers à qui j'envoyais une prémaquette, il réalisait la maquette sur une PAO professionnelle, puis l'apportait à une toute nouvelle imprimerie numérique qui coûtait beaucoup moins cher, je revenais à Poitiers récupérer les revues, puis à Persac pour les mises sous enveloppes et l'expédition... et le pastis avec les copains !

Cela s'est interrompu au 16^{ème} ou 17^{ème} numéro, surtout parce que l'hypothèse que le nombre d'abonnés allait augmenter par le bouche à oreille n'a pas marché. Financièrement ce n'était plus possible. Et les copains viennois et moi-même commençons à subir une certaine lassitude. Mais que de textes intéressants étaient ainsi écrits et publiés, jusqu'à faire l'admiration des rédactrices de la revue « Villages ». L'écriture permet d'explicitier ce qui n'est encore qu'un ressenti, de ré-envisager avec un peu de recul ce qui naît du social-historique de chacun, de le faire émerger, d'y trouver ce qui fait sa cohérence pour aller encore plus loin, de permettre la confrontation avec d'autres cohérences. La revue a permis que beaucoup s'adonnent à cela. Je ne cessais de dire comme « rédacteur en chef ! », « *Ecris-le, raconte-le !* »

Dans le même temps il y avait eu l'idée de réaliser et d'éditer des brochures. Je les faisais avec les moyens du bord de l'école et les photocopieuses des copains. Tout bénéf ! Mais j'étais tout seul pour les écrire (Jean-Michel en a réalisé une). Ce n'était plus les crepsc c'était un crepsc. J'ai donc arrêté au bout d'un certain temps.

Echange de bons procédés avec le GICEP : les CREPSC ont pendant un temps un local

Tout cela faisait pas mal de fourbi. Il fallait même tenir une comptabilité analytique pour d'éventuels contrôles parce que Jean-Michel avait eu l'idée de nous assujettir à la TVA pour gagner sur les abonnements, récupérer sur l'achat de l'imprimante laser. Nous risquions aussi, de ce fait et du routage, des contrôles. Il fallait aussi de ne pas boire le bouillon.

A 10 minutes de l'école, le GICEP (la fédération de la Vienne de l'ACEPP) avait installé son siège dans une école désaffectée au milieu des champs. J'avais des relations privilégiées avec le GICEP et l'ACEPP qui se reconnaissaient dans ce que nous faisons, ils étaient venus à tous nos colloques, et réciproquement je participais à pas mal de leurs actions comme intervenant. Nous avons fait un deal : le GICEP pouvait inscrire nos actions dans les projets de développement local qui lui permettaient d'obtenir des financements : le soutien au réseau d'école, la réalisation du circuit régulier de cars qui emmenaient les mêmes des écoles gratuitement à la ville, les actions pour le développement du numérique scolaire, etc. En contrepartie, les crepsc (c'est-à-dire moi !) avaient un coin de leurs locaux et un quart-temps d'une de leurs permanentes. Celle-ci gérait les abonnements, l'envoi des brochures, la compta ! Pendant deux ans les crepsc ont eu un vrai siège social et un quart de secrétaire ! Cela a cessé lorsque je suis parti de Moussac. J'ai continué de Nevers pendant quelque temps la réalisation et la gestion de la revue.

Le sommet : Autrans

Juillet 1995, le colloque d'Autrans.

Les CREPSC et Moussac étaient un peu connus, et dans le milieu rural, et dans la mouvance de la communication électronique et des expériences de réseaux. Un matin de juin 1994, je reçois un coup de téléphone de François BOCQUET, chargé de mission dans le parc naturel du Vercors en ce qui concernait la mise en place des réseaux buissonniers. Une opération instiguée par le conseil général de l'Isère, financée par des collectivités locales et Apple, qui consistait à lancer le télétravail dans le Vercors et, pour ce faire, commencer par introduire la communication électronique dans les écoles dans un réseau de Mac.

Malgré ses efforts la mayonnaise ne prenait pas et il cherchait de l'aide. Le Parc naturel, avait de gros moyens. François BOCQUET avait aussi besoin que les financeurs et les institutions aient un retour visible de l'investissement. L'occasion fait le larron ! Je proposais aux CREPSC de tenter un nouveau coup.

Nous nous retrouvions avec Bocquet pendant les vacances à Autrans, ainsi que Sylvette BRIVET et Marie-Chantal d'AFFROUX. Nous lui proposâmes l'organisation d'un colloque international « Ecole rurale, communication et technologies nouvelles ». Dans l'accord passé, le Parc apportait tous les locaux d'Autrans et la logistique sur place, nous (les CREPSC) nous occupions de son orientation, du contenu, des intervenants et de l'organisation.

Il nous manquait juste une caution plus crédible que les CREPSC. Je connaissais bien Patrick GUIHOT, directeur du département technologie nouvelles à l'INRP, qui organisait régulièrement des rencontres avec le réseau ICEM au CIEP de Sèvres. Il accepta de solliciter Francine BEST directrice de l'INRP pour que l'INRP figure dans les partenaires du colloque... sans qu'il n'ait rien à faire d'autre que d'y venir. Nous pouvions même rajouter le

CNDP par l'intermédiaire des CRDP avec qui les uns et les autres travaillions souvent. Du coup, l'Inspecteur général chargé des TNC au ministère envoya un observateur, le Rectorat de Grenoble demanda d'intervenir dans les officiels !

Cette fois c'est à cinq que nous avons concocté tout ça pendant six mois. Christian DREVET¹² et Vincent FREAL¹³ dans l'Isère, Marie-Chantal D'AFFROUX, Sylvette BRIVET et moi. Comme c'était un gros morceau, nous avons travaillé en étant constamment en liaison électronique et fax, nous transmettant tout ce que nous faisons, y compris les courriers que nous envoyions et recevions, de telle façon que si l'un d'entre nous tombait en rade tous aient tous les éléments¹⁴. Sur place et le jour J, tous les autres étaient mobilisés.

500 personnes à Autrans, 100 intervenants de toute sorte, des très connus, des inconnus, des parents, des étrangers (les espagnols de la fédération des mouvements de rénovation pédagogique, les portugais de l'Institut des Communautés éducatives, des barcelonais, une suédoise, un anglais, un américain, un italien, un canadien...). Pierrick DESCOTTE Pascale BOURGEOIS et Patrice OUTIN faisaient réaliser l'arbre de connaissances de tous les congressistes que Michel AUTHIER analysait en plénière, une visioconférence mémorable (ce n'était pas encore courant) sur écran géant avec le directeur du CNED de Poitiers¹⁵, etc. etc. Au lieu des tables rondes, c'étaient des agoras, sans vedettes... Tout ceci réparti et éclaté sur les installations de la station de ski, avec les croisements immanquables sur les terrasses des bistros. Il a quand même fallu permettre (et subir) des discours des officiels dont certains comme l'IA de l'Isère ne l'ont exigé que le second jour lorsqu'ils ont vu l'ampleur que prenait cette manifestation¹⁶. Le camping d'Autrans entièrement réservé et occupé. Le parc naturel assurant l'hébergement en hôtel des étrangers ou des VIP.

Sylvette et Marie-Chantal réalisèrent l'exploit de publier les actes du colloque en trois mois avec sa centaine de contributions, toutes les agoras scrupuleusement transcrites... En relisant ces actes, je me rends compte de l'énormité de ce que nous avons réalisé, sans même en avoir conscience. Patrick GUIHOT de l'INRP m'avait pourtant bien dit qu'il n'avait jamais vu un colloque de cette ampleur et sous cette forme.

Il y eut un autre colloque à Poitiers en 1997, « Ecoles et territoires » instigué celui-ci par Yves Jean et la FNER, avec Bernard Charlot et Agnès Van Zantem. Un peu lassés d'être toujours les chevilles ouvrières et les petites mains, nous laissâmes la FNER se débrouiller toute seule dans les corvées de préparation, mais nous y animâmes les ateliers et exigeâmes qu'il y ait une intervention des CREPSC en plénière au même titre et avec le même éclairage que Charlot et Van Zantem. Ce fut moi qui m'y cognai.

¹² Sur place, Christian a dû beaucoup palier à la légèreté de François Bocquet quant à la logistique, la communication... et le budget !

¹³ Vincent Fréal était directeur de l'école étonnante de La Villeneuve à Grenoble, école fondée par deux freinetistes. Vincent participait aux CREPSC où il y avait de plus en plus d'urbains. Le colloque et son succès dans l'Isère lui permis de passer au CRDP puis à l'université. J'ai appris par la suite fortuitement pendant la préparation du procès d'Erwan Redon, que Vincent, devenu inspecteur, n'avait pas très bien tourné.

¹⁴ L'expérience de la préparation de Crozon quand Jean-Michel avait craqué avait servi de leçon et invité à inventer des méthodes de travail plus sécurisées.

¹⁵ Le CNED de Poitiers avait fait bénéficier le réseau de la Vienne de ses moyens de conférences téléphoniques, gratuitement parce qu'à l'époque une conférence téléphonique par les télécoms étaient très chères.

¹⁶ Une anecdote à propos des officiels à qui il fallait bien donner la parole : Lors de la séance de clôture où ils étaient tous sur la scène, la salle était vide ! Craignant les retombées post-colloque, j'allais sur les terrasses d'Autrans où tout le monde se prélassait pour les obliger à faire le sacrifice momentané du soleil et aller s'asseoir subir des discours insipides et sans rapport avec ce qui venait de se passer. Ouf ! Nos huiles ont eu l'impression d'avoir un public !

Et voilà Marelle !

C'est à la fin du colloque d'Autrans que les CREPSC se penchaient sur la création d'un serveur télématique devenue possible (Internet n'était encore dans les perspectives de personne, c'était un possible qui apparaissait encore lointain, ce en quoi d'ailleurs nous nous trompions).

Il y a longtemps que le projet était dans les têtes. D'abord parce que si nous nous étions bien servi d'Educazur¹⁷ pour la lutte contre l'éradication des petites écoles rurales, il était quand même gênant d'introduire dans ce qui était une partie de l'ICEM des gens qui n'avaient rien à voir avec la PF ou même avec la pédagogie. Ensuite parce qu'à la fédération de l'école rurale nous sentions bien que nous avions besoin de cet outil. Enfin parce que dans l'usage de la télématique nous étions tous plus ou moins dépendant du bon vouloir des institutions qui nous permettaient d'utiliser leurs serveurs (CG de la Vienne, puis ville de Châtellerauld avec ACTI, puis le Rectorat de Nice avec Educazur).

Il y avait aussi le coût de l'achat et du fonctionnement d'un serveur. CEMEA, OCCE, GFEN... eux aussi se dotaient d'un serveur. Il eut été plus efficace et même plus politique de créer, en mettant les moyens en commun, un serveur coopératif où les uns et les autres auraient pu s'installer et en plus créer des liens entre ces diverses organisations. Il y eut une rencontre à Rennes avec l'ICEM où j'ai essayé de faire passer l'idée. Cela aurait pu être possible si l'ICEM avait été maître d'œuvre et propriétaire de l'hypothétique serveur. Mais alors impossible d'inviter d'autres organisations défendant elles aussi leurs prés carrés. Même sous l'égide des CREPSC dont la dénomination aurait pu réunir puisque tous étaient militants dans une ou plusieurs des organisations concernées, les CREPSC n'auraient porté ombrage à personne. Le projet n'est pas allé plus loin. Même aujourd'hui, les défenses des prés carrés sont toujours des obstacles.

Nous avons donc cogité pour notre propre compte, chacun de notre côté pour trouver les moyens financiers. Cela a toujours été le mode de fonctionnement des CREPSC : jamais de désignation de responsables, de commissions. Une idée est partagée, les neurones de tout le monde s'agitent. Un projet est lancé, celui qui l'a lancé fonce et s'y ajoutent celles et ceux que cela motive et il se réalise.

Ce sont Sylvette et Marie-Chantal qui ont dégoté la solution : Dans l'Ardèche où elles se remuaient beaucoup, elles rencontrèrent un certain Dondoux, un politique qui a été à l'époque l'éphémère ministre du commerce extérieur. Il faut dire aussi que l'Ardèche était un département très actif dans l'introduction des TNC et bénéficiait des plans leader européens. Nous n'avons jamais vraiment su comment elles s'étaient débrouillées, mais elle obtenait de Dondoux le détournement d'un reliquat d'un fond européen au bénéfice d'un serveur CREPSC. Autre anecdote qui caractérise les CREPSC : en trois jours Sylvette était désignée présidente des CREPSC, recevait les papiers de la sous-préfecture de la Vienne, et elle pouvait toucher le chèque !

Achat du matos, embauche de l'ingénieur qui devait le mettre au point et assurer une maintenance (il n'y a pas de hasard, elles le connaissaient et lui-même était fortement impliqué dans le lancement des autoroutes électroniques ardéchoise).

¹⁷ Le réseau ICEM avait émigré sur le serveur du rectorat de Nice lorsque Châtellerauld a abandonné son serveur ACTI (qui ne servait à aucune école de la ville !). Le recteur de Nice était notoirement connu comme un personnage de droite dure. S'il avait appris ce à quoi il nous servait clandestinement, cela risquait de mettre en péril l'utilisation du serveur pour le réseau de classes qui continuait de fonctionner.

Pour en venir à Autrans, c'est là que nous avons mis au point à une bonne vingtaine ce que nous allions faire de ce serveur, ce que nous voulions qu'il puisse faire, et son nom. Marelle n'a pas été choisi simplement parce que le terme rappelait l'école et le plaisir. Nous voulions que ce soit vraiment une marelle ou chacun pouvait sauter d'une case à l'autre. La case des CREPSC, la case des classes, la case de la FNER, la case du GLEM, d'autres prêtes à être ouvertes. Pour l'adaptation, l'utilisation, l'adaptation au fur et à mesure des demandes et des besoins, c'étaient Roger Beaumont et Claude Crozet aux manettes ou relais avec l'ingénieur.

Dans la même réunion, nous reprécisions ce qu'étaient nos statuts, l'horizontalité de notre fonctionnement interne, la liste crepcag et son principe de cooptation où celles et ceux qui étaient attachés à ce que l'esprit perdure s'impliquaient plus dans le pilotage de l'organisation.

Patrick Guihot qui assistait à nos palabres me faisait remarquer que le terme de « chercheurs » n'allait pas être reconnu par les chercheurs en titre si n'était pas explicité ce qui était notre dire. Je rédigeais alors un peu plus tard ce qui peut être considéré comme un protocole de recherche propre aux crepsc que nous avons mis en application pendant deux ou trois ans dans la seconde période des crepsc dont je parlerai plus loin (il en reste des traces sur le site des crepsc).

A la rentrée suivante, le serveur était encore entreposé dans la cuisine de l'ingénieur qui devait le mettre au point, et je reçus un coup de téléphone de l'équipe de Michel Feeld à Canal+¹⁸ qui me demandait si je connaissais une école qui commençait à utiliser Internet dont on commençait à parler (Feeld était venu quelques mois auparavant faire une émission en direct à Moussac). Je leur répondais que j'avais beaucoup mieux et en huit jours, de la classe de mer où j'étais, nous montions un synopsis avec Frédéric Gautreau, Christine Charles¹⁹, Magalie Bruzac, l'ingénieur bricolait d'urgence ses connexions, et la première émission de Canal+ sur Internet décrivait le fonctionnement d'une communication et de ses interactions... avec le minitel (mais sur des PC) !

L'essentiel de Marelle c'étaient ses listes de diffusion. Lorsque nous avons annoncé leur création, beaucoup de ceux qui étaient sur la liste de l'ICEM (EDUCAZUR à l'époque), en particulier celles et ceux qui étaient dans le coup de l'école rurale et avaient vécu les ambiances des colloques et les perspectives dans lesquelles nous étions, s'y sont inscrits. Du coup la liste de l'ICEM s'est un peu vidée de sa partie la plus dynamique. J'ai été accusé personnellement à mots couverts d'avoir réalisé une OPA ou d'avoir voulu une scission. Ce n'était pas le cas mais il est un fait que cela a créé un malaise et un malentendu qui a duré très longtemps.

Pendant toutes ces années, il y avait vraiment une dynamique étonnante dans la liste de diffusion de Marelle où l'on retrouvait la dynamique qui avait animée les premières années de la télématique. Si les freinetistes ou sympathisants Freinet étaient le plus gros du bataillon, l'apport de tous ceux étant d'un autre bord ou sans bord, dans l'esprit de tolérance que tout le vécu préalable nous avait inculqué, était vivifiant. Un système vivant qui ne se renouvelle pas ni ne se diversifie se sclérose. C'est un des fils conducteur des crepsc, aussi loin qu'on remonte.

¹⁸ J'avais sympathisé avec la directrice de l'équipe qui était venue préparer l'émission en direct que canal avait faite à Moussac et elle me téléphonait souvent pour me demander un tuyau.

¹⁹ Insite corrézienne, décédée prématurément en 1977 et qui nous a beaucoup manquée.

Le passage à internet

Très vite internet s'est popularisé. Notre énorme investissement (en énergie surtout) s'est avéré très rapidement désuet. Mais dans ses débuts, Internet n'était pas gratuit ! Il fallait à nouveau trouver une combine.

Des adhérents de « Ecole et Nature » participaient à nos rencontres, étaient sur Marelle, appréciaient ce que nous défendions sur les petites structures, l'école rurale nouvelle... Il y avait en particulier Guy Landreau qui participait activement à nos échanges et chez qui avait eu lieu une rencontre mémorable à Aubeterre (avec une extraordinaire mare d'observation dont il avait été l'initiateur). Ecole et Nature était une organisation solide avec des moyens alimentés par diverses institutions dont le ministère de l'agriculture ! Lors d'une rencontre, en Ardèche je crois, ils nous proposaient ce deal : nous nous installions sur le serveur coopératif qu'ils étaient en train de réaliser, eux apportaient les moyens et l'ingénierie, nous l'expérience de la communication. Cela a été la première migration sur Internet (aux alentours de 1996). Nous passions les vacances Sylvette et moi pour réaliser le site (comme beaucoup, Sylvette avait une puissance de travail étonnante). La coopération s'est cependant avérée peu coopérative. Roger, Claude et Sylvette avaient le plus grand mal à joindre le technicien.

Une seconde migration a été effectuée ensuite par Claude sur le site créé par un des fondateurs des inforoutes ardéchoises. Les coûts avaient baissé mais la collaboration avec le technicien n'était toujours pas facile. Puis sur ce fut sur Ouvaton. Les coûts financiers étaient très réduits et les techniciens étaient à nouveau des CREPSCiens. On imagine mal le nombre de messages à répondre, de demandes, d'opérations à réaliser, qui ont submergé pendant des années Roger (depuis le début), Claude, puis Philippe, Fred.

Les CREPSC et leurs classes ne pouvaient pas exister sans liste de diffusion !

Les Arbres de connaissances

Je reviens en arrière avec l'après Crozon (1993). Lors de ce colloque, il y a eu une double rencontre : celle de nous avec Michel AUTHIER et l'idée des arbres de connaissances, celle de Michel AUTHIER avec Moussac durant le crochet qu'il y effectua à son retour de Crozon. C'est ce jour, dans la classe, qu'est né ce que nous avons appelé le projet ACNE, arbres de connaissances pour une nouvelle école. Je rédigeais immédiatement le projet et l'envoyais aux crepsc et à tous ceux que je pensais susceptibles d'accrocher.

Le problème de Gingo (le logiciel qui produisait les AdC), c'était la politique commerciale de Trivium qui ne voulait pas casser les prix de son outil, Michel AUTHIER, son créateur, n'étant pas maître de cette politique. L'utiliser isolément était inaccessible. On pouvait éventuellement avec la complicité de Michel en disposer un certain temps, mais il était toujours bridé le temps du prêt passé (c'est ainsi que j'ai pu le mettre quelques mois à disposition de Philippe Ruelen). Cependant le projet s'est concrétisé à deux endroits :

- A Rennes, Pierrick DESCOTTES et Christian LEGO bâtissaient ACACIA. Pierrick me demandait d'ailleurs si cela ne gênait pas les CREPSC que le projet se réalise de façon autonome mais dans le cadre du mouvement Freinet. Pas de problèmes : une autre ligne de conduite des CREPSC a toujours été que, n'ayant pas à défendre telle ou telle pédagogie, aucune idée ne leur appartenait en propre et que tout pouvait être appropriable. Avec l'aide de Michel AUTHIER facilitant au mieux le financement, pendant quelques années ACACIA menait une aventure très riche en découvertes, surtout avec 3 ou 4 écoles de la région

Rennaise. Nous étions au courant par la « feuille d'acacia » qu'ils produisaient régulièrement. Pierrick était toujours dans la liste de diffusion des crepsc.

- Dans le Rhône ce fut ACNE-Rhône, instigué par Roger Beaumont. Une drôle d'aventure aussi. Dans le Rhône, il y avait un sénateur, Tregouet, aussi mordu de technologies que Monory dans la Vienne. Il avait soutenu la création d'un centre de documentation et d'utilisation des TNC à St-Laurent de Chamousset dans les Monts du Lyonnais. Roger réussit à faire incorporer les AdC dans ce centre pour qu'ils soient utilisables à distance par tous ceux du Rhône qui le voulaient, et pas seulement les écoles. Il n'y eut donc pas seulement Pollyonnais (l'école de Roger) qui purent l'utiliser gratuitement. C'est d'ailleurs là-bas et à Rennes qu'eurent lieu les premiers « marchés aux connaissances » avec les parents et même les villages. Parmi les écoles qui ont essayé de s'en servir, il y eut Anatole France (en pédagogie institutionnelle) et l'école de Rémi Castérès qui n'appartenait à aucune organisation pédagogique mais qui nous informait de ses tâtonnements avec l'outil.

Lorsque je suis allé à St-Laurent, dans les premiers temps de lancement, l'intérêt était aussi dans la présence de personnes d'autres domaines que l'éducation. Encore une constante des CREPSC où tout ce qui était petites structures, communication, hétérogénéité dépassait le strict domaine de l'école. J'ai par exemple été invité avec Frédéric Gautreau, à plusieurs reprises, au nom des CREPSC, à des stages... de la Confédération Paysanne !

L'aventure des Arbres de Connaissances rassemblait des personnes de tous les domaines des organisations sociales. Nous nous retrouvions chaque année dans les palabres de « Arborescence » une association montée par une collaboratrice de Michel Authier autour de l'invention des usages qui pouvaient être faits des AdC. Pierrick y était régulièrement, et plus libéré que les autres par la retraite, j'y étais aussi au nom des CREPSC. Avec la disponibilité de la retraite, j'ai collaboré directement avec Michel Authier dans les interventions qu'il faisait ou me demandait de faire, toujours au titre des CREPSC ! Ce que les CREPSC et l'école (du 3^{ème} type !) m'avaient appris pouvait concerner aussi bien le réticule dynamique des organisations du territoire d'une petite ville que la mutualisation des richesses d'un ensemble d'associations ou d'une entreprise.

Nous avons, pendant une année, réalisé une véritable recherche à partir du principe des Arbres de Connaissances avec des écoles suisses et quelques-unes des nôtres disposant de Gingo ou non, dans le cadre des CREPSC. Là-bas, Jean-Louis CHANCEREL, conseiller scientifique auprès du ministère de l'éducation du canton de Vaud, ami de Michel AUTHIER et animateur d'une réforme appelé « Ecoles vaudoises en mutation » (EVM) voulait lancer des Arbres de Connaissances... en papier (il y avait toujours les difficultés techniques et financières de Gingo). Une recherche commune a été réalisée en testant en même temps le protocole de recherche que j'avais imaginé après Autrans. Elle a été très riche, tournant autour des brevets, de l'évaluation, des compétences... Dans cette recherche, un certain Philippe Ruelen était dans les plus actifs ! Elle a dû rester sur l'ancien site des crepsc (<http://marelle.org/arbres/arbplan.htm>) ainsi que le texte théorique fait avec Jean-Louis (<http://b.collot.pagesperso-orange.fr/b.collot/chancerel-collot-2nb.pdf>)

Le problème de Gingo, c'est qu'il déboussolait pas mal, de par la conception intellectuelle dans laquelle il fallait rentrer et de par sa philosophie. Pas très facile à utiliser pour évaluer et vérifier qu'un programme avait été fait !²⁰ Et puis la politique commerciale de Trivium fit abandonner Gingo pour SeeK, une usine à gaz hors de prix que l'ICEM qui en a disposé n'est d'ailleurs pas arrivée à utiliser, la mayonnaise des AdC n'ayant jamais pris à l'ICEM en dehors de quelques années dans le seul secteur d'ACACIA (4 ou 5 classes). Lors de son

²⁰ J'ai pas mal écrit à ce propos sur mon site ou dans « l'école de la simplicité »

abandon par Trivium, quelques-uns qui avaient encore windows98 ont pu avoir Gingo gratuitement, je ne sais s'ils l'ont utilisé longtemps (Jean-Claude Mura, Philippe Wain ou Philippe Lamy... ?).

Plus que l'outil, c'est ce qu'il provoquait qui était intéressant²¹.

MAIS ! Mais quelques années plus tard, avec un certain Philippe Ruelen et un certain Guilaïn Omont... surgissait un bingo, puis des arbustes... Encore une autre constante des CREPSC : rien n'est figé, tout s'inscrit dans une durée, nul ne sait ce qui va ressurgir à un moment ou à un autre ni qui va le faire ressurgir.

ADELE (Association européenne de défense de l'éducation de proximité)

Retournons encore à cette année 1993 qui a été intensément riche. Je reçois un jour une lettre du portugais Rui D'ESPINAY. Je ne sais pas comment il m'avait repéré. Pendant ces années, les uns et les autres, investis à fond dans la bagarre pour sauver les petites écoles donc dans beaucoup d'actions, dans beaucoup d'événements où nous apportions une autre vision, avions une visibilité dont nous n'avions même pas conscience. Peut-être que sans le plan Mauger nous n'aurions pas existé.

D'ESPINAY venait de fonder L'institut des Communautés Educatives portugaises. Nous échangeons sur les finalités des deux organisations, trouvons les mêmes objectifs, le même esprit libertaire. Il m'invite à intervenir en 1994 pendant un WE prolongé aux journées des écoles isolées pas très loin de Porto, financées par les petites communes portugaises (il y avait encore les effets de la révolution des œillets). C'est là que naît l'idée de fonder une association européenne de défense de l'éducation de proximité. De mon côté, l'accord des CREPSC est immédiat, celui de la fédération de l'école rurale et de l'ACEPP aussi. De son côté, Rui D'ESPINAY sollicite la Fédération des mouvements de rénovation pédagogique espagnole (FMRP), un autre mouvement de Galice avec lequel l'ACEPP travaillait déjà, une organisation du pays de Galles dont j'ai perdu le nom.

L'année suivante je suis invité à intervenir à nouveau au Portugal et j'emmène dans mes bagages Yves Jean président de la FNER et Françoise Giret au nom de l'ACEPP. Nous y retrouvons Luis Araguàs pour la FMRP, Alberto Melo pour In Loco, le Gallois, et le projet est concocté. Dans les mois qui suivent, Luis et Rui viennent au colloque d'Autrans et avec Sylvette, Christian Drevet, Marie-Chantal, Yves Jean et Françoise Giret, ils rédigent les statuts.

A l'automne 1995 la fondation officielle a lieu à Barcelone. Privilégié par la demi-décharge dont j'ai bénéficié pour ma dernière année (j'en reparlerai), j'y vais avec Yves Jean. Au cours de cette réunion, il eut un moment délicat : une des associations espagnoles qui s'était rajoutées était ouvertement catholique. Pour Luis Araguàs et la FMRP qui se battaient toujours pour faire enlever les crucifix de leurs classes, c'était insupportable. Il a fallu le charisme de Rui le libertaire pour les faire rester argumentant que si nous étions forts il ne fallait pas craindre... de faire changer la vision et le comportement des autres.

L'ADELE n'a pas tenu ses promesses. Il y a bien eu deux autres rencontres à Setubal pour essayer de la relancer quand ICE (l'Institut des Communautés Educatives au Portugal) arrivait

²¹ Je n'ai jamais utilisé Gingo à Moussac. Lorsque Michel AUHIER y est passé, lui-même a reconnu qu'il n'y avait plus rien à provoquer dans ce qui était devenu une communauté autonome réelle.

à trouver des financements pour les déplacements. Mais d'une part ICE ne pouvait supporter seule les coûts nécessaires à toute action et les autres partenaires non plus. D'autre part, ce qui était gênant, c'est que dans cette organisation c'étaient les responsables de chacune des autres organisations qui se rencontraient pour décider. Or ce qui nous intéressait nous, c'étaient les rencontres directes avec les praticiens et autres acteurs, s'auto-organisant et s'auto-pilotant. Nous n'avions pas tout à fait la même culture.

A partir de mon départ à la retraite, je n'ai plus eu de nouvelles. Je sais que Patrick Galland qui a pris la suite à Moussac est allé chez ICE à plusieurs reprises, mais les CREPSC n'en ont plus été informés.

Une anecdote située dans ces péripéties : en janvier 1995, je reçois un courrier de Rui D'Espinay. Le petit village où il avait débuté comme instituteur, tout au sud du Portugal, voulait relancer la tradition du carnaval à la brésilienne. Le thème choisi pour cette année était l'Europe. Rui lançait un appel à toutes les associations européennes d'ADELE et autres de la même mouvance pour participer à ce carnaval en y apportant leur culture et profitant de cette occasion pour se rencontrer et se faire connaître. Je transmettais l'info aux CREPSC, à la FNER, à l'ACEPP. Chez les CREPSC, disposant de la demi-décharge, j'étais le seul à pouvoir y aller. Mais chez le GICEPP (ACEPP Vienne), la bande de femmes n'avait pas froid aux yeux et n'hésita pas une seconde pour se lancer dans cette proposition abracadabrante. Nous voilà donc partis un matin de février, deux mecs, quatre femmes dans le camion de l'une d'entre elles, avec dans le coffre des costumes poitevins et plein de grandes panneaux décrivant l'ACEPP, les CREPSC... et l'école du 3^{ème} type !

Nous avons rendez-vous à minuit dans un café du village. A minuit pile le camion s'arrêtait devant la terrasse du café. Nous étions les seuls étrangers à avoir répondu à l'invitation ! Nous avons reçu un accueil royal. L'hébergement fut aussi royal puisque nous étions tous dans les plus belles maisons du pays, genre haciendas, fleurs, parfums, plateaux d'oranges... pour des VIP. Le premier matin, nous nous rendons donc au point de départ du défilé du carnaval, avec nos costumes. La place du village était décorée par tous nos panneaux. Mais nous n'avions pas bien compris qu'il s'agissait d'un carnaval... à la brésilienne. Filles en tenue légère, plumes aux couleurs des pays... et nous nous retrouvons derrière un char avec la tour Eiffel, quelques filles en maillots bleu blanc rouge... et nous en paysans du Poitou !

Le carnaval, c'était pendant trois jours un défilé de trois ou quatre heures en long en large et en travers dans le village, sur des airs de samba ! Le parcours était noir de monde à croire que tout le Portugal était là... et nous en étions les vedettes incontestées, et pour cause ! Pendant trois jours nous avons tous les après-midi dansé la samba en sabots... et même fait danser la samba sur les airs de « Ah ça ira, ça ira, les aristocrates on les aura » repris en rigolant par les gens sur les trottoirs.

Cela n'a rien rapporté aux CREPSC. On ne sait jamais avant quel impact aura une action qu'on entreprend. On retrouve cependant dans cette anecdote le côté un peu délirant qu'ont toujours eu les CREPSC.

Dans la même année, nous sommes allés avec Dominique Couturier à Huesca en Espagne à un séminaire des mouvements de rénovation pédagogique espagnols sur l'école rurale. Ne parlant ni l'espagnol, ni l'anglais, malgré les traductions de Dominique j'avais quelque mal à suivre. Mais cela permettait quand même de comprendre, comme au Portugal, la similitude des problèmes auxquels se heurtaient nos collègues et de leurs aspirations, quelles que soient les pédagogies.

Woodstock

Mon plus grand regret, c'est de n'avoir pu se faire réaliser de grandes rencontres entre praticiens de ces trois pays. Les CREPSC feront peut-être un jour l'Internationale de l'Education !

Pourtant, au retour d'Autrans nous avons essayé. Nous savons tous que le plus intéressant dans les colloques ne sont pas les grandes messes des conférences mais les couloirs et le bar. D'ailleurs Autrans avait été organisé pour faire éclater sur la station les divers ateliers de nos cent intervenants, donc multiplier les occasions de croisements sur les terrasses. D'où l'idée d'un Woodstock ou d'un Larzac de l'Education, sans vedettes.

Je sondais d'abord les relais que j'avais au Portugal, en Espagne et ailleurs. L'idée enthousiasmait. ICE comme les MRP espagnols était prête à organiser les locations de bus pour franchir les Pyrénées, un brésilien me disait « oui, mais il faut que ce soit pendant des vacances communes avec l'hémisphère sud », Italie, Belgique, Canada...

Il fallait cependant, pour trouver des appuis et être crédibles, qu'une personnalité incontestable et de réputation internationale nous parraine. J'arrivai à coincer le petit père Jacquard lors d'une conférence qu'il était venu faire dans un collège de la Vienne à qui j'avais écrit avant. « *Ah ! C'est vous le Woodstock ! Bien sûr je mets me mets entièrement à votre disposition, faites de moi ce que vous voudrez !* ». J'y perdis d'ailleurs ma bagnole : dans l'état euphorique du retour à la maison, je loupais un virage !

Il fallait un lieu symbolique. Nous nous retrouvâmes un WE à sept ou huit sur le plateau du Larzac chez le CUN du Larzac, l'association issue des fameuses années. Déception. Le CUN voulait bien mettre à disposition ses lieux, mais comme prestataire, pas comme partenaire. D'autre part l'hébergement en camping ne pouvait dépasser les 150 personnes, plus question de camping sauvage.

Alors pourquoi ne pas proposer à une ville qui n'avait pas encore son festival d'en faire sa marque emblématique ? A Châtelleraut je connaissais très bien le chargé des affaires scolaires, Bernard RABI (j'avais fait sa connaissance au cours de l'opération que les mômes de Moussac avaient lancée au cours des événements roumains, « un cahier, un crayon, un livre et un nounours pour nos copains roumains » et qui avait pris une envergure quasi nationale²²). Je rédigeais en une cinquantaine de pages un véritable projet, détaillé avec son budget et toutes les retombées pour la ville. Lorsque je l'envoyais, malheureusement Bernard venait de changer de fonctions et son successeur, un communiste, me répondit que la ville avait bien d'autres priorités qu'une manifestation même pas touristique.

J'aurais pu chercher ailleurs. Mais l'enthousiasme retombait, la perspective de l'énormité de l'énergie que cela allait demander, tout le monde se démobilisait et puis un événement venait de bouleverser les CREPSC, j'y viendrai plus loin, le projet en resta là.

L'activité de cette période.

Je n'ai relaté que quelques événements repères. Mais nous avons déployé dans cette période une activité (un activisme !) tous azimuts. Il faut dire que paradoxalement c'est grâce au plan d'éradication des CU de Mauger (Jospin ministre de l'EN) que nous nous sommes engouffrés

²² Voir dans « La fabuleuse aventure de la communication »

dans l'actualité, que l'actualité nous a sollicités. Nous étions portés par le multi-âge d'une part, par l'utilisation des TNC d'autre part.

Tout avait commencé par un événement complètement en dehors de nous (1989). Mettant en action le plan de Mauger dans un des 7 départements dits pilotes pour cela, l'école de Saint Martial d'Albarède est supprimée du jour au lendemain. Surprise, les parents refusent de déplacer leurs mômes et créent une classe sauvage ! Les médias se ruent sur l'affaire. Les classes uniques et multi-âge vont susciter quelque temps l'intérêt.

En pointe sur ce sujet, beaucoup d'entre nous étaient soit sollicités, soit s'introduisaient avec culot partout où ils le pouvaient en faisant connaître l'autre chose qu'étaient certaines écoles et ce que les écoles pourraient être. Ce d'autant que nous commençons à être repérés avec nos colloques et que les infos circulaient sans cesse sur la messagerie de Marelle. Rajoutons aussi que c'était dans l'effervescence des nouvelles technologies, des plans informatiques pour les écoles, et là aussi nous étions en pointe.

Nous sommes beaucoup intervenus dans les télés régionales ou nationales (pour ma part, un truc quasi surréaliste²³ dans une émission de Berkoff « Français si vous saviez » sur FR3, l'émission d'envoyé spécial « Vive les instits » très habilement orientée par Marcel Trillat et qui m'a valu pendant des mois des coups de téléphone de parents cherchant des classes uniques, le direct d'une heure de Canal+ à Moussac, le film de Suzanne Forslund...). Nous écrivions des articles dans les revues de toute sorte (aussi incongrues que par exemple le journal des paysans ou la revue de la Fédération naturiste !)

Nous étions dans toutes les manifestations qui tournaient un peu partout autour de l'école, des TNC ou de la ruralité. Tout cela toujours sous le sigle des CREPSC. Contrairement à ce qu'on peut croire, l'appellation a été très utile. Suivant les circonstances, nous nous dénommions président des..., délégué ou délégué général des..., chargé de mission des... directeur de recherche aux... Rien n'était faux d'ailleurs en regard de nos statuts.

En 1995 un député européen vert Yves Frémion entre autres spécialiste de la BD, consacrait une partie de la somme mise à disposition des députés de chaque parti pour organiser au parlement européen de Strasbourg une journée d'études consacrée à l'école rurale. C'est Jean-Michel Calvi qui y alla représenter les CREPSC dans son intervention. Il y eut très très peu de parlementaires pour y assister, mais nous y étions pour continuer à faire passer un message.

Avec Yves JEAN, président de la FNER mais aussi universitaire et politique ayant quelques ambitions²⁴, je suis allé plusieurs fois au ministère. Nous nous y sommes même retrouvés une fois, cinq ou six des CREPSC. Je ne me souviens même plus de la raison qui nous avait fait inviter par un chargé de mission, sauf qu'elle s'est avérée insignifiante. Mais quelle rigolade pour la bande de ploucs de franchir la barrière policière, de déambuler dans les couloirs en croisant des costumés-cravatés tous sûrement très importants... et d'arroser ça dans un bistrot à la sortie.

Lorsque Ségolène Royal, ministre de l'école, créa la commission LE BOSSE qui devait plancher sur l'école en milieu rural, nous nous y sommes introduits et c'est Sylvette qui

²³ Surréaliste parce que je croyais avoir été invité seulement dans le public par l'intermédiaire de Yves JEAN président alors de la FNER. Berkoff n'avait pas pu la faire préparer par son équipe comme il se fait habituellement. Lorsque j'arrive quelques minutes avant, les techniciens s'emparent de moi, « venez vite au maquillage, vous faites partie des 4 personnes du débat sur la ruralité ». Comme Berkoff naviguait à vue faute de notes de préparation, la plus grande partie de l'émission a tourné autour de la pédagogie en multi-âge avec la complicité de quelques-uns de l'assistance !

²⁴ Voir la note n°9

représenta les CREPSC pendant plusieurs séances. On pouvait reconnaître notre patte dans quelques phrases d'un rapport... qui a fini immédiatement dans la poubelle de la ministre.

Je m'introduisais à cette époque dans pas mal de colloques. Il suffisait d'être au courant à temps de l'appel à contribution que je trouvais dans Sciences humaines ou dont m'informait Yves Jean, de rédiger un résumé de l'intervention qu'on proposait, et de l'envoyer sous la référence des CREPSC. Il y a beaucoup d'organismes très très sérieux, pas connus du grand public, qui comportent l'expression « centre de recherches » dans leurs intitulés. Nous n'en étions qu'un de plus et ceux qui lisaient se disaient « *Tiens ! Je ne le connaissais pas celui-là !* ». Ce qui m'a souvent amené dans des situations cocasses. A Tours, dans un colloque sur les rythmes scolaires (déjà !), j'avais été installé en tête de table ronde. On sait qu'il vaut mieux être en tête de la table qu'en queue, là où l'animateur te dit qu'il faut t'arrêter parce que le temps a été dépassé par les autres. Mais juste avant, l'animateur me demande de quel CREPS j'étais le directeur pour me présenter. Je lui explique de quoi il s'agit. Comme par magie, lorsque je vais m'asseoir à la table mon étiquette était passée en fin de table. Des 20 minutes prévues, il ne m'en reste même pas 10. Consolation : le représentant des CEMEA est venu s'excuser et me payer un verre « *Désolé Bernard, nous on vient à ces trucs envoyés par nos institutions en répétant toujours à peu près la même salade promotionnelle. Si j'avais su, j'aurais carrément passé mon tour* ».

Une autre fois c'était à un colloque de géographes sur l'innovation en milieu rural. Que des universitaires ! Lorsque j'attaque mon intervention, je dis malencontreusement que je suis un instituteur. L'animateur de la table, montrant ouvertement son agacement, me coupe la parole au bout de 5 minutes et fait passer au débat dans la salle. Alors se lève rouge de colère une dame assez âgée qu'on m'a dit, après, très reconnue et respectée dans le milieu universitaire « *Qu'est-ce que c'est que ce colloque où on ne nous présente que des banalités. Vous avez empêché de parler le seul qui apportait quelque chose de nouveau et de dérangeant* » et elle quitte la salle ! Silence gêné, plus personne ne demande la parole, je m'éclipse à mon tour sans goûter aux petits fours.

Dans une rencontre Erasmus à Rennes sur l'école rurale où m'avait fait venir Christian DERRIEN et Jean-Jacques MORNE directeur des sciences de l'éducation et où Christian n'avait pas indiqué que j'étais un intervenant instituteur pour que je puisse être remboursé, c'est un universitaire finlandais qui me demande « *Mais c'est où l'université de Moussac des CREPSC ?* ». A cette occasion d'ailleurs je me suis rendu compte de la difficulté que j'avais à répondre à pas mal de questions d'étudiant(es) « *mais comment on peut rentrer dans les CREPSC ?* ». Nous étions plus qu'ouverts mais nous n'avions pas de portes suffisamment claires pour que d'autres nous rejoignent. C'est le problème d'une visibilité que vous avez évoqué récemment sur la liste « pratiques » et sur lequel nous ne nous étions jamais vraiment penchés.

C'était aussi beaucoup par copinage que nous étions sollicités. Aux IUFM de Poitiers ou de Bourg c'était des profs marginaux, à l'Ecole Normale de Lausanne, c'était le conseiller scientifique ami de Michel Authier, au CNDP c'étaient les directeurs des CRDP de Niort et de Poitiers, dans les universités de Rennes ou Grenoble c'étaient d'autres profs, etc. etc.

Il y avait eu aussi la grande consultation sur l'école organisée par Bayrou. Nous y avons apporté des contributions CREPSC (pour ma part à Bordeaux sur les rythmes scolaires, à Strasbourg je ne me souviens plus dans quelle commission).

Nous nous retrouvions dans des situations parfois surréalistes comme par exemple à Vesoul où je me retrouvais dans une manifestation organisée par l'IA pour promouvoir son plan informatique : il n'y avait que des VIP, moi j'y étais invité par erreur ! Sur le quai désert de la gare, un monsieur costumé, l'IA. Ce n'était pas moi qu'il attendait évidemment, mais

l'Inspecteur Général chargé des TNC. Bien obligé d'emmener aussi le plouc instituteur en jean ! On débarque au cocktail des VIP. Surprise, il y avait Françoise OEUVRARD. On se fait la bise ! L'ahurissement de l'IA est un bon souvenir. Le retour dans la bagnole officielle de l'académie, avec chauffeur, au côté de l'Inspecteur général qui ne voulait pas rentrer à Paris dans l'inconfort d'un train, fut tout aussi surréaliste : « *Finallyment vous êtes qui ?* » Le dit IG n'avait pas voulu venir personnellement à Autrans parce que le torchon brûlait entre lui et l'INRP. Au lieu de lui répondre directement, j'attaquais là-dessus. Le voyage n'a pas été triste jusqu'à ce que la bagnole soit obligée de faire un détour pour quand même me déposer à la gare de Lyon !²⁵

Toute cette activité des uns et des autres s'effectuait toujours au nom des CREPSC. Nous n'avions pas pignon sur rue, mais nous étions quelque chose.

Je croyais à l'époque que l'on pouvait ainsi faire avancer nos idées. En réalité cela n'a eu aucun impact sur l'opinion publique et les politiques, c'était noyé dans une masse informe et hétéroclite. Beaucoup de temps et d'énergie dépensée et perdue pour rien et au détriment des vies personnelles. Sauf peut-être l'accumulation d'expérience. C'était par les échanges quotidiens que des idées étaient appropriées, mises à l'épreuve (comme l'école du 3^{ème} type). Mais les interventions nous obligeaient à être de plus en plus cohérents, de nous frotter à d'autres publics, d'autres situations.

Pendant ces années nous nous rencontrions souvent, parfois en même temps que la FNER. En Ardèche dans des endroits toujours improbables, dans l'Isère, en Vendée... à Paris dans les locaux prêtés par l'ACEPP avec nos lits dans l'auberge de jeunesse d'Artagnan. Toujours des moments de plaisirs intenses de trouvailles et retrouvailles où l'école n'était pas le seul but. Cela n'a pas changé !

Les deux principaux pôles géographiques des CREPSC étaient l'Ardèche et la Vienne, les autres étant dispersés un peu partout, sauf dans le Nord.

Un cadeau surprenant

La dernière année avant ma retraite (1995), Christian DREVET m'envoie un message « *Une demi-décharge, ça t'intéresse ?* » D'où pouvait bien tomber un tel cadeau ? C'était offert par le minuscule syndicat, le PAS (pour une alternative syndicale). Celui-ci avait droit comme tout syndicat participant aux élections à des décharges, une demie seulement pour eux vu leur petitesse. Pas question que ce soit un de leurs militants pour ne pas retomber dans les travers des autres syndicats. Qui alors en aurait eu besoin ? Et Christian me propose pour la gestion de la revue. Voilà comment, n'étant même pas syndiqué nulle part, l'académie de la Vienne a été obligée de m'accorder une demi-décharge... syndicale ! Le PAS ne m'a jamais demandé d'adhérer.

Je signale que le PAS avec SUD s'est fortement impliqué dans le procès d'Erwan Redon à Marseille (tant pis pour la pub !)

C'est ce qui m'a permis pendant un an, alors que j'étais toujours en service, de me déplacer dans pas mal d'endroits et événements au nom des CREPSC. Cela m'a permis aussi de confirmer qu'une classe, système vivant, peut toujours continuer à vivre lorsque son pilote n'est pas constamment là et que sa collègue débutante est plutôt désarçonnée par la planète où

²⁵ A Vesoul j'avais fait une intervention sur les réseaux d'écoles devant un parterre d'instits plus ou moins en service commandé... qui n'en avaient strictement rien à faire !

elle débarque deux jours par semaine. C'est dans cette année que Suzanne Forslund a tourné la partie Moussac de son film à l'occasion du centenaire de Freinet, sans que personne, en dehors de moi, ne s'aperçoive de la situation particulière.

L'année suivante, c'est Jean PAULY²⁶ (même pas « 3^{ème} type ») qui a pris la demi-décharge. Il n'y a pas toujours été très à l'aise pour se situer et savoir comment être utile à tout le monde. Il venait lui plutôt de l'école rurale joyeuse mais assez classique. Mais je reconnais que j'ai dû être pour beaucoup dans son malaise et ne l'ai pas aidé de la meilleure façon²⁷. Les comportements ne sont pas toujours en parfaite adéquation avec les principes, même si après coup on peut leur trouver les excuses des aléas de la vie personnelle. J'ai certainement manqué d'empathie et de congruence dans cette occasion. Mais nous sommes toujours restés amis et dans l'estime mutuelle. Dans toute cette longue période, je n'ai aucun souvenir d'une altercation quelconque entre les uns et les autres.

1996 : le cataclysme !

Ce devait être en juin. Coup de tonnerre : nous apprenons que l'un d'entre nous, YT, était accusé de pédophilie. Nous ne pouvions y croire. YT était l'un des plus en pointe dans sa classe unique, un de ceux qui échangeait le plus, estimé et aimé par tout le monde. Moi-même j'avais passé peu de temps auparavant une journée dans sa classe sans rien remarquer de suspect (mais je ne cherchais pas le suspect) ; j'avais juste été un peu surpris de son attitude lorsque, de retour d'une ballade, il laissait la plupart des enfants revenir éparpillés seuls à l'école de plusieurs kilomètres à travers les bois. Mais bon ! L'ATSEM que j'avais trouvée remarquable n'avait jamais rien noté non plus. Rapidement les faits se confirment, arrestation, aveux.

C'est l'horreur dans le réseau. Un ou deux des amis proches d'YT veulent quand même qu'on l'aide. C'est insupportable pour les autres. Des questions effleurent « *et si c'était l'école du 3^{ème} type qui favorise cela ?* ». Tout le monde est déstabilisé. Peu à peu le silence tombe sur la liste. C'est apparemment la mort brutale des CREPSC.

La renaissance

Cependant, avec Claude Crozet et Roger Beaumont nous pensons que ce n'est qu'un sommeil nécessaire et que l'outil et sa philosophie sont à conserver, que d'autres un jour s'en empareront. Claude et Roger continuent d'assurer la maintenance de Marelle et des listes même vides. De mon côté je continue de faire quelques interventions toujours sous le nom des CREPSC (je suis à la retraite)

C'est ainsi qu'à Bourg, un jour de 1997, je rencontrais un certain Philippe Ruelen. Et c'est lui qui saisit immédiatement l'intérêt de cet ectoplasme. La seconde aventure des CREPSC démarrait avec lui et avec du sang tout neuf !

Sous son impulsion, l'idée de l'école du 3^{ème} type était plus mise en avant ainsi que l'analyse systémique. Les CREPSC devenaient beaucoup plus ouvertement un laboratoire de recherches de praticiens. Ils s'occupaient beaucoup moins qu'autrefois de la défense de l'école rurale, il y

²⁶ Jean PAULY, musicien, poète, a écrit entre autres « Les chroniques de Maurice Campagnolo » aux éditions Odilon, une petite merveille de finesse d'observation et d'humour.

²⁷ Je continuais de ma retraite à assurer la revue « Ecole rurale, école nouvelle »

avait de plus en plus d'urbains parmi eux. C'est d'ailleurs à partir de cela que Sylvain CONNAC lançait la constitution de 10 classes uniques à l'école de La Paillade à Montpellier.

Il y avait toujours une bonne proportion de membres ou sympathisants du mouvement Freinet et des pédagogies actives, mais l'esprit de tolérance et de liberté restait le même. Si celles et ceux qui avaient une très forte expérience de la communication dans les classes et en réseau avaient disparu, par contre il y avait les mêmes inventeurs, expérimentateurs et bidouilleurs comme les Philippe et Guillain avec la germination des arbustes²⁸

Les CREPSC repartent de plus bel, surtout dans la liste de diffusion²⁹. Personne ne sait plus trop ce que sont les statuts mais la liste crepscag, organe de leur pilotage, est toujours utilisée. Il n'y a plus de grands événements à mettre à leur actif, mais il n'y a plus les mêmes raisons ni le même contexte qu'autrefois. Les mini-rencontres se multiplient, même des rencontres simplement pour passer des vacances comme dans le Marais Poitevin, l'Aveyron, près du lac d'Aix les Bains...

Depuis quelque temps déjà je ne suis plus qu'un observateur plus qu'amical de ce qui s'échange, se fait, des pistes qui sont prises.

2011 Le système vivant est déstabilisé de l'intérieur.

Dans les échanges, des membres de la liste reprochent aux autres de ne pas impliquer leurs classes dans les échanges de la liste de diffusion des classes et plus directement à Philippe Ruelen et Guillain d'attirer l'ensemble vers les outils qu'ils sont en train d'inventer et d'expérimenter avec les pagettes et arbuste.

Il était effectif qu'il se passait peu de choses entre les classes par l'intermédiaire de leur liste, mais, si vous avez suivi toute l'histoire, il est compréhensible que les richesses d'antan étaient l'aboutissement de longs parcours personnels des uns et des autres et de leurs classes dans la communication avec ce que nous disposions à l'époque³⁰. Ce parcours était toujours à recommencer dans un contexte tout aussi hostile, même s'il demandait moins de temps. Peu importait les outils utilisés, et il est probable que si j'avais encore été instit, je serais allé voir ce que ma classe et moi nous aurions pu faire avec ces outils nouveaux. Le vidéotex (minitel) nous apportait autrefois un certain confort tant nous le maîtrisions et tant aussi nous avions maîtrisé ce qui allait avec, le pluri-média. Le passage à internet et au multimédia avait provoqué pas mal de régressions qui ne sont pas encore résorbées, mais personne n'avait refusé de s'y confronter.

Et puis, jusqu'alors, dans les CREPSC personne n'avait jamais rien reproché à personne. La liberté de penser et de faire y avait toujours été totale.

L'échange devint rapidement plus que vif et aucun appel à la raison n'y faisait. Nous tombions dans le domaine de la psychologie ou de la psychanalyse ! Philippe ne se sentant ou ne se pensant plus libre, installe ses arbustes hors de Marelle et crée la liste pratiques. Pas grand monde n'y comprend grand-chose.

En même temps il y a eu l'histoire des statuts provoquée par les mêmes (qui, au passage, avaient l'estime de tout le monde).

²⁸ Si je remonte très très loin dans l'histoire de la pédagogie Freinet, on retrouve des Denjean (instit) et Gilbert Paris (ingénieur) créant les outils du son, comme les Philippe (instit ex ingénieur) et Guillain (ingénieur) créant de nouveaux outils de communication.

²⁹ On peut s'en faire une toute petite idée dans « Conversations décousues »

³⁰ « La fabuleuse histoire de la communication » donne une idée de ces longs parcours.

Les statuts, personne ne s'en préoccupait. S'ils étaient utiles pour que les CREPSC puissent éventuellement organiser des actions collectives (comme les colloques, les rencontres par exemple), c'était dans la partie qui indiquait que les CREPSC étaient gérés par une assemblée générale permanente dans une liste appelée crepscag. Le principe étant que celle ou celui qui proposait quelque chose fonçait s'il n'y avait pas d'opposition. Dans cette liste étaient celles et ceux qui voulaient s'impliquer un peu plus pour que les CREPSC perdurent dans leur esprit. Mais il n'était jamais demandé à personne d'adhérer aux dits statuts pour participer aux échanges.

Tout le monde savait ou sentait que petites structures, communication, hétérogénéité, conception plus libertaire des interrelations et interactions, dépassaient le cadre de l'école et pouvaient avoir une portée beaucoup plus générale et politique au sens noble du terme³¹. Dès leur origine c'était anticipé dans les statuts des CREPSC : « *buts : - défendre les petites structures scolaires, sociales, économiques, territoriales, humaines, dans les formes nouvelles que leurs membres ont créé ou sont en train de créer (...)* ». Mais, d'une part personne ne s'était jamais soucié des statuts, d'autre part c'était le terrain qui était la préoccupation principale, enfin sur le terrain beaucoup faisaient déjà ce que récemment on appelle de la « pédagogie sociale ».

Le petit groupe en question pensait que l'affirmation politique était insuffisante et dans les statuts, et dans les échanges. C'était parfaitement leur droit. Ils indiquèrent leur intention de modifier les statuts, me demandèrent d'y participer ; ce à quoi je leur disais que je voulais bien leur donner un coup de main uniquement technique (j'avais été l'auteur des premiers et avait quelque habitude de rédiger des statuts pour des assoc) sans pour cela influencer et porter un jugement sur l'orientation qu'ils voulaient leur donner. Depuis des années et très normalement n'étant plus sur le terrain, je ne me mêlais plus d'influer sur l'organisation, les orientations que se donnaient les CREPSC.

De nouveaux statuts sont donc rédigés par le petit groupe, orientant les CREPSC vers une structure fédéraliste et introduisant une cotisation. Ils sont proposés à la liste crepscag. Pas de réactions, donc acceptés. Ce fonctionnement trouvait aussi pour la première fois ses limites : le fait qu'il n'y ait pas d'opposition ne signifiait pas forcément acceptation. Dans ce cas, la signification était simplement que ce sujet ne préoccupait pas les autres et qu'il n'avait pas l'importance que leur attribuaient les rédacteurs. C'est apparu clairement... après !

Parce que, surprise, le petit groupe appliqua ses statuts et celles et ceux qui n'avaient pas payé leur cotisation furent rayés de la liste crepscag ! Sommations, levée de quelques boucliers, refus de se plier à ce qui apparaissait comme un dictat totalement inusité dans l'histoire des CREPSC basée sur la seule implication volontaire, ce d'autant que le président apparaissait dans une fonction traditionnelle qu'il n'avait jamais eu jusqu'alors (les statuts eux-mêmes précisait que le nom du président couché sur les documents officiels pour des raisons juridiques n'avait aucun pouvoir).

Le malaise s'accrut et l'ambiance de la liste devint franchement désagréable, les échanges y cessèrent,... et le petit groupe claqua officiellement la porte en démissionnant et en faisant savoir qu'il quittait les listes. Même la démission était incongrue puisqu'aux CREPSC personne n'avait jamais été chargé d'une mission. On venait, on restait, on participait ou on participait moins, on partait sans avoir besoin de faire un esclandre.

Si on analyse cet épisode en faisant abstraction des personnes, c'est celle des systèmes vivants subissant des perturbations qu'ils ne perçoivent pas. Par exemple le retour d'anciens qui sont toujours dans l'état du passé sans se rendre compte qu'entre-temps le groupe a changé mais

³¹ Voir le tome 2 des chroniques d'une école du 3^{ème} type, « Ecole et société », TheBookEdition.com

qui pèsent de par leur passé (d'où incompréhensions réciproques), la disponibilité d'autres qui leur permet d'utiliser beaucoup plus leur liberté d'expression mais du coup réduisent sans s'en rendre compte l'espace des autres (du coup il n'y a plus d'interactions), l'envahissement d'un thème qui empêche d'autres émergences, l'introduction d'un outil, perturbant si on veut préjuger à l'avance de sa valeur, la volonté d'anticiper sur ce que devrait être le système (ce n'est plus alors un système vivant puisque sa caractéristique est de s'adapter au fur et à mesure, pas de prévoir ce qu'il devra être). Si le système n'a pas pu faire fonctionner des mécanismes de feedback, ce sont ses éléments qui ne peuvent plus être dans les relations nécessaires à sa vie. Et les phénomènes individuels d'exaspération, incontrôlables, se développent.

Les CREPSC confirmaient aussi a contrario qu'ils étaient bien une organisation libertaire qui ne pouvait fonctionner que dans un esprit libertaire. Tout pouvoir, même implicite, les perturbe.

Le système vivant perdure

Ce qui est remarquable, c'est que le système s'est réorganisé naturellement. Ce qui se passait autrefois dans la liste crepsc se passe maintenant dans la liste pratiques où presque tout le monde a émigré et qui a beaucoup plus pu s'ouvrir à de nouveaux. Comme pour une classe unique, c'est le renouvellement permanent qui empêche sa sclérose.

Les nouveaux outils qui avaient perturbé les quelques-uns (poids des habitus !) évoluent dans les interactions et leur développement technique s'effectue dans un espace (liste) qui ne charge pas l'espace commun. Toutes les interrelations et leur dynamique ont été retrouvées.

Bien sûr une association autonome a été créée avec ses propres statuts et une autre appellation (arbustes, classes en mouvement) suite à l'orage qui a secoué arbuste dans l'ancienne liste crepsc. Bien sûr la liste crepsc n'est plus une liste d'échanges de pratiques et est délaissée, mais elle retrouve peu à peu une autre fonction plus généraliste moins liée aux pratiques de classe et peut être appropriée pour d'autres interrelations.

Bien sûr Marelle n'est plus une marelle mais peut-être le reviendra-t-elle si le besoin s'en fait ressentir (peut-être le besoin de visibilité)

Dans les faits, le système vivant existe toujours (la finalité de la vie est la vie). Peu importe si on ne le reconnaît plus trop sous l'appellation CREPSC. Les échanges récents (sur la visibilité) montrent cependant qu'un système vivant a besoin de se reconnaître lui-même pour être reconnu des autres. Même s'il veut se dénommer autrement, ce sera le même système vivant qui perdurera. La vie se prolonge toujours par... une autre vie !

La question de l'école du 3^{ème} type

La réflexion la plus souvent entendue de la par des visiteurs qui passaient dans ma classe, surtout à partir des années 80, c'était « *On se croirait sur une autre planète* ». Fan de Spielberg, je plaisantais en disant, « *c'est une école du 3^{ème} type !* » (le film « Rencontres du 3ème type », 1977).

Je n'avais encore rien écrit et théorisé sous cette dénomination. Le premier texte, je l'ai écrit par hasard en 1989. Eric Debarbieux, président de l'icem à l'époque, m'avait demandé de faire une exposition pour un colloque sur l'illettrisme organisé par l'Ecole Normale des

Batignolles et l'ICEM. Avec l'aide de Philippe Bertrand, Michel Girin et Roger Beaumont, nous couvrîmes les murs de la salle de réception de panneaux montrant ce qui se passait dans les classes du réseau télématique et toutes les interactions que cela provoquait, surtout en ce qui concerne l'écrit. Aucun de tous ceux qui discouraient dans les amphis ou qui buvaient le verre de la fin de colloque dans la même salle n'y avait jeté le moindre coup d'œil. En somme, on nous avait demandé de faire la décoration comme, lorsque pendant cette époque des disciplines d'éveil, le maître et quelques bons élèves faisaient un exposé, les autres étant préposés au maniement des ciseaux et des feutres pour mettre un peu de couleur.

Vexé et en colère, au retour j'écrivais un texte à partir de l'expo, « *la pédagogie de la structure et de la communication* », et exigeait de Debarbieux qu'il soit inséré dans les actes du colloque comme contribution. Il a été la première base de l'école du 3^{ème} type. Un peu plus tard j'écrivais un autre texte « *Et si la pédagogie Freinet n'était pas une pédagogie ?* » qui n'eut pas l'honneur d'être publié par l'Éducateur.

Mais j'étais lancé et j'avais aussi besoin de comprendre pourquoi « cela marchait » quand on était ainsi sur une autre planète et la pédagogie Freinet ne l'expliquait pas vraiment, ce d'autant qu'elle restait sur la planète Freinet d'avant 1969.

Voilà comment a commencé, sous cette appellation, « l'école du 3^{ème} type ». Dans sa marmite, il y avait tout le vécu précédent, le Beaujolais, les circuits de correspondance naturelle, le réseau télématique, la classe unique et l'infinité des échanges au sein des CREPSC³². C'est avec les CREPSC que je développais mes idées, trouvais des résonances, des éléments, confrontais avec eux théorie élaborée et pratiques qui faisaient affiner la théorie. Ce que je ne trouvais plus chez Freinet, je le trouvais ailleurs chez les systémiciens, les biologistes ou neurobiologistes, les psychosociologues, ... et dans les comparaisons avec tout ce qu'apporte la vie courante, en dehors de l'école.

Lorsque je lançais les premières brochures des CREPSC, je les mettais donc, dans les 4^{ème} de couverture, sous l'étiquette d'une école du 3^{ème} type, qui était devenue une expression familière entre nous. J'ai un peu dénaturé son origine spielbergienne en cherchant à définir un premier et un second type qui expliquaient qu'il y en avait... un troisième ! Je ne le regrette pas mais il est vrai que cela a quelque peu énervé des freinétistes de l'ICEM³³.

Je n'ai écrit, de façon plus élaborée et complète dans un ouvrage ce que j'avais théorisé, qu'en 2001 (j'avais pris ma retraite depuis 96-97). « L'école du 3^{ème} type ou la pédagogie de la mouche » sortait du cercle restreint des CREPSC et commençait à devenir plus définie.

C'est en 2003, lorsque Philippe Ruelen relança les CREPSC, que ce qui tournait autour du concept d'une école du 3^{ème} type fut mis plus précisément en référence et/ou en objet de recherches pour celles et ceux qui le désiraient. Comme ce n'est pas une pédagogie à appliquer (c'est une école !), il n'y a aucun dogme à respecter ou à connaître. Ce peut être

³² Je peux aussi ajouter les abeilles, le jardin que j'étais obligé de faire pour des raisons alimentaires dues à mon parcours de vie personnelle, le travail chez des agriculteurs, les diverses situations d'apprentissage auxquelles j'étais confronté sans l'avoir voulu, les crèches parentales et l'ACEPP, etc.

³³ Il y a eu une polémique à laquelle je n'ai pas participé sur l'origine de l'appellation 3^{ème} type attribuée par l'ICEM à Maurice Berteloot. Chronologiquement je ne sais pas laquelle est antérieure à l'autre et de toute façon les définitions que nous donnions étaient complètement différentes. Nous nous étions repérés Maurice et moi pour la première fois un an ou deux avant son décès lors de journées d'études à Roanne je crois. Nous étions les deux seuls à manifester notre désaccord au discours à la mode de l'époque « l'enfant au centre ». Maurice, c'était la conduite cybernétique des groupes, la cybernétique et la systémique étaient aussi mon fond d'explication, ce qui nous rejoignait. Nous essayâmes alors d'introduire cela dans la réflexion au cours d'une soirée, puisque c'étaient des journées d'études. Nous nous étions partagé la tâche, Maurice attaquant avec la cybernétique, moi dans la foulée avec le 3^{ème} type. Cela provoqua de telles réactions outrées... que nous sommes allés nous coucher ! Et on ne parla plus à l'ICEM de cybernétique ou de 3^{ème} type !

juste une perspective. Certains éléments de ce qui a été écrit peuvent servir dans des argumentaires ou de points d'appui, mais sans plus et avec d'autres éléments pêchés ailleurs. Une mayonnaise qui prend quand on la touille bien et longtemps !

Mais il me plaît d'entendre vous appeler « les 3^{ème} types » comme les martiens de la rencontre de 3^{ème} type de Spielberg... ce que vous êtes et ce que les CREPSC ont été dans leur majorité !

Conclusion

C'est dans l'histoire d'un groupe qu'on peut comprendre comment s'est forgée une culture ou un esprit. On ne peut pas plus vraiment comprendre le mouvement Freinet si on ne connaît pas son histoire, ses histoires (vous en avez un aperçu dans « la fabuleuse aventure de la Communication »). Il y a deux différences entre l'ICEM et les CREPSC :

La première, c'est que la culture du mouvement Freinet s'est construite intra-muros (entre ses praticiens), celle des CREPSC s'est construite intra-muros et extra-muros, provoquée dans l'interaction avec un environnement social large.

La seconde c'est que l'ICEM est quand même une institution à laquelle on adhère pour pratiquer et défendre une pédagogie déjà définie ; il a vocation à répandre ce qu'il défend, et plus il s'étend, plus il est reconnu, plus il y a aussi d'enjeux et plus il se fige. Les CREPSC sont un ectoplasme, une auberge espagnole, il n'y a pas d'enjeux à défendre, ce qui apporte aussi la liberté totale et sa fécondité. S'ils disparaissent, personne ne s'en apercevra, ce ne sera pas une catastrophe, cela aura juste été un moment riche pour beaucoup.

Il est évident que sans la communication, sans la communication électronique, les CREPSC n'existeraient pas.

Très nombreux et nombreuses ont été celles et ceux qui ont passé un certain temps avec nous, s'y investissant plus ou moins. Des dizaines et des dizaines de personnes s'y sont croisées, côtoyées. Beaucoup de l'ICEM mais aussi d'autres mouvements. Certains s'en sont éloignés pour de multiples raisons, vie personnelle, autres préoccupations, perte d'intérêt quand il semblait que l'ectoplasme dérivait ou overdose, retour dans les familles d'origine... d'autres sont partis, puis revenus. Mais jamais par opposition, jamais par un claquage de porte qu'ils auraient d'ailleurs eu du mal à claquer puisqu'il n'y avait pas de portes (sauf dans le dernier événement relaté qui a d'ailleurs surpris et déstabilisé tout le monde).

Dans nos pérégrinations, nous avons croisé beaucoup de personnes et personnalités, été aidés ou invités occasionnellement par de multiples organisations (ACEPP, CEMEA, OCCE, Ecole et Nature, Confédération paysanne, FNER, associations de parents d'élèves, Trivium...) et même des institutions (CDDP, CNDP, INRP, CNED, CIEP de Sèvres, Parc Naturel,...). Tout petits étions-nous, nous avons une certaine reconnaissance, mais aussi nous ne faisons concurrence à personne et n'avons aucune prétention.

J'ai fait remonter cette histoire à mes propres racines. Mais toutes celles et ceux qui sont venus aux CREPSC y sont venus aussi avec leurs propres racines. C'est l'ensemble de ces racines qui a fait naître un arbre, lui a donné ses caractéristiques, l'a fait évoluer suivant les aléas climatiques. Une immense aventure partagée.

Peut-être l'arbre perdra son nom de CREPSC, peu importe pourvu qu'il continue de s'enraciner et l'aventure continuer.

Bué, novembre 2013